

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DOSSIER
N^o 9248

24 x 17 3/4
(1938 - 1951)

Règlements, taux d'intérêts et d'escompte
Cours et différence de change, etc.

Intérêts sur comptes courants.

Paris, le 16 juin 1941

Direction du Trésor

Bureau Chemin de fer

3.700 D

S.N.C.F.

Calcul des intérêts

Monsieur le Président,

Comme suite aux entretiens qui ont eu lieu récemment entre vous-même, les représentants de vos Services Financiers et mes Collaborateurs, ainsi qu'à la dépêche en date du 15 juillet 1938 de l'un de mes prédécesseurs, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les règles suivantes seront applicables, à compter de l'exercice 1941, au calcul des intérêts de l'ensemble des comptes 21-26 (avances avec intérêts, article 27 de la Convention du 31 août 1937) et 27-28 ouvert à la S.N.C.F. dans les écritures du Trésor Public :

- Le décompte et le règlement des intérêts n'interviendront pour chaque exercice que lors de la liquidation de cet exercice;

- Il sera procédé pour chaque exercice à l'établissement de la balance annuelle des nombres débiteurs du c/21-26 et des nombres créditeurs du c/27-28;

- Si cette balance présente un solde débiteur pour la S.N.C.F., il y sera appliqué le taux d'intérêts prévu par l'article 27 de la Convention du 31 août 1937, à savoir le taux d'escompte de la Banque de France majoré d'un point;

Si, au contraire, la balance accuse un solde créditeur pour la S.N.C.F., il y sera appliqué un taux égal au taux d'escompte de la Banque de France majoré d'un demi-point. Ce taux sera net d'impôt pour la S.N.C.F.;

Au cas où le taux d'escompte varierait en cours d'exercice, il serait fait état, pour les périodes où ils sont demeurés en vigueur, des taux d'escompte successifs, uniformément majorés d'un point ou d'un demi-point, selon que la balance annuelle des nombres, visés plus haut, présente un solde débiteur ou créditeur pour la S.N.C.F.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre
Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
et aux Finances,
Le Directeur du Trésor,

BRUNET

Monsieur le Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.
(Services Financiers)

Ministère des
Finances

PARIS, le 28 novembre 1951
Central 66-33 - Poste 644

Direction de la
Comptabilité Publique

Le Sous-Directeur
Agent Comptable Central
du Trésor

8ème Bureau

à

1ère Section

M. le Caissier Général de
la Société Nationale des
Chemins de fer Français
Bureau C.G.T.

Agence comptable
Centrale du Trésor

12.970 H

OBJET : Intérêts sur opérations
de 1950.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le montant des intérêts décomptés sur les opérations constatées en 1950 tant au titre des comptes d'avances qui vous sont ouverts au Trésor qu'au titre de votre compte courant N° 27-28 a été inscrit au débit de votre compte courant 27-28 le 19 novembre 1951.

La date de valeur de ce débit est le 1er janvier 1951.

Je crois devoir préciser que la fixation d'une telle date de valeur négligée jusqu'ici découle logiquement du choix de la période de décompte des intérêts (1er janvier au 31 décembre)

S.N.C.F.
Caisse Générale
CG C2 P N° 173 A
Copie transmise :
à M. le Directeur
du Service Financier
comme suite à notre ré-
cent entretien.
PARIS le 6 décembre 1951
Le Caissier Général
JAC. UEMIN

P. le s/Directeur
Agent Comptable Central du Trésor
P. l'Administrateur Civil chargé
du 8ème Bureau,
signature

D.G.

- 5 OCT. 1938

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICES FINANCIERS
SUBDIVISION CENTRALE
DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

1^{er} Bureau

17, Rue de Londres, PARIS 9^e

191
80

Monsieur le Chef de la Comptabilité Spéciale
de la Région NORD

2/O.G. 1 N° 106

BUREAU de la LIQUIDATION

DOCUMENTS

DOSSIER

N° 9248

Comme suite à votre lettre du 14 Septembre F² LD n° 3071 relative à l'imputation du prélèvement fait par les Compagnies secondaires sur le montant des intérêts dus à la S.N.C.F., en application des décrets des 16 Juillet 1935 et 25 Juin 1936, j'estime que, dans un but de simplification, il y a lieu de ne porter en recette que le montant net de prélèvement des sommes encaissées.

Par ailleurs, je vous rappelle que conformément à la nomenclature explicitée du compte d'exploitation la dépense afférente à l'impôt cédulaire doit être imputée au chapitre 1 article 8 - § 6.

Le Chef de la Subdivision Centrale
de la Comptabilité Générale,

Signé: ALADENISE